

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 02/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ONYX ARA**

Papelissier,  
810 chemin des Taillandiers  
26300 Chatuzange-Le-Goubet

Références : 20250102-RAP-DAEN0005  
Code AIOT : 0006106990

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement ONYX ARA implanté Papelissier, 810 chemin des Taillandiers 26300 Chatuzange-le-Goubet. L'inspection a été annoncée le 22/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ONYX ARA
- Papelissier, 810 chemin des Taillandiers 26300 Chatuzange-le-Goubet
- Code AIOT : 0006106990
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020, la société ONYX a été autorisée à exploiter, dans son centre de CHATUZANGE LE GOUBET :

- une extension en hauteur du casier de stockage de déchets non dangereux H, puis 2 nouveaux casiers de stockage désignés I et J.
- une unité d'une capacité maximale de 50 tonnes/jour de traitement d'effluents liquides non

dangereux.

L'exploitation de l'extension en hauteur du casier H s'est achevée début septembre 2024 et l'exploitation du casier I a débuté le 4 septembre 2024.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.2.7	Demande d'action corrective	3 mois
2	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 4.3.10	Demande d'action corrective	3 mois
4	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.3.3	Demande d'action corrective	3 mois
5	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.3.5	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.2.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités portent sur un complément à apporter au plan d'exploitation, la mise en place du suivi du niveau de boues dans les séparateurs d'hydrocarbures, le suivi des actions correctives à mettre en place suite aux vérifications périodiques et sur la tenue d'une liste exhaustive des détecteurs de substance particulière / fumée avec les opérations d'entretien associées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Exploitation des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plans d'exploitation des casiers de stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour, au moins annuellement, des plans à une échelle adaptée des zones d'extraction de matériaux et de stockage de déchets. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces plans font apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre du site autorisé et ses aménagements, ainsi que les abords dans un rayon de 50 mètres avec un repérage par rapport au cadastre,</li> <li>- la zone en cours d'extraction avec les bords de la fouille,</li> <li>- l'emplacement de la zone en cours d'exploitation,</li> <li>- les niveaux topographiques des terrains,</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- les zones réaménagées et en cours de réaménagement,</li> <li>- les voies de circulation et les rampes d'accès aux zones sus-citées,</li> <li>- le schéma de collecte des eaux, les bassins et les installations de traitement correspondantes,</li> <li>- le schéma de collecte du biogaz et des installations de traitement correspondantes,</li> <li>- une évaluation du tassement des déchets et des capacités disponibles restantes.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un plan d'exploitation en date du 23/01/2024. Celui-ci est actualisé chaque année au mois de janvier. Un second levé est réalisé chaque mois de juillet sur les zones exploitées. Le plan mentionne bien les informations attendues. Il manque cependant de détail sur les installations de traitement des eaux.</p> <p>L'évaluation du tassement des déchets et des capacités disponibles restantes figurent dans le rapport annuel d'activité. L'évaluation du vide de fouille résiduel est réalisée une fois par an et fait l'objet d'un plan spécifique.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans son plan d'exploitation, l'exploitant doit faire apparaître les installations de traitement des eaux. Le justificatif de mise en conformité est à tenir à disposition de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 2 : Collecte des effluents liquides

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 4.3.10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement des eaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur automatique.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Deux séparateurs d'hydrocarbures sont présents en amont du premier bassin de stockage des eaux pluviales. Ils font l'objet d'un curage annuel. Le suivi de la vidange est assuré à l'aide du tableau de suivi des vérifications périodiques. La dernière vidange date du 03/05/2024. Le</p>

<p>bordereau de suivi des déchets correspondant a été consulté, il a bien été signé par tous les intervenants. Le rapport d'intervention de l'entreprise qui a assuré la vidange et le nettoyage des séparateurs le 03/05/2024 mentionne la vérification du bon fonctionnement du flotteur (obturateur automatique).</p> <p>La vérification du niveau de boues dans les séparateurs permettant éventuellement de déclencher une vidange anticipée n'est actuellement pas réalisée, ni tracée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place un suivi du niveau de boues et le tracer dans un registre. Le justificatif de mise en conformité est à tenir à disposition de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Dispositions constructives

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]</p> <p>6. d'un stock de matériaux de recouvrement incombustibles, toujours disponible, d'un volume minimal de 500 m<sup>3</sup>, placé à proximité de la zone en exploitation du casier de stockage de déchets non dangereux ;</p> <p>7. d'au moins un chargeur de grande capacité pour la mise en œuvre des matériaux destinés à étouffer l'incendie. [..]</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les dates, les modalités de ces vérifications et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un volume estimé à plus de 500 m<sup>3</sup> de matériaux est bien présent à proximité immédiate de la zone en exploitation. Sont également présents un chargeur sur chenilles, un chargeur sur pneus et un compacteur.</p> <p>L'exploitant dispose d'un tableur permettant le suivi des vérifications périodiques.</p> <p>Le système de sécurité incendie pour l'installation Cogelix est vérifié à fréquence annuelle. Le rapport de la vérification réalisée le 31/01/2024 a été consulté. Il n'y a pas d'observations.</p> <p>Pour le bâtiment, la vérification périodique est assurée par le prestataire assurant la maintenance. Les derniers rapports en date des 08/03/2024 et 02/09/2024 ne mentionnent pas d'observations.</p> <p>La mise en service de la Wagabox est récente. Il n'y a pas encore eu de vérification périodique.</p>

Les rapports de vérification des extincteurs en date du 23/12/2024 ont été consultés après l'inspection. Il n'y a pas de remarques particulières.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Bien que l'exploitation de la Wagabox soit assurée par une entreprise extérieure, dans la mesure où elle se trouve à l'intérieur du site autorisé, l'exploitant doit s'assurer de la réalisation des vérifications périodiques et du suivi des actions correctives à mettre en œuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Dispositif de prévention des accidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques [...] sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.
<b>Constats :</b>  Concernant la Wagabox, l'exploitant dispose uniquement du rapport de vérification initiale en date du 24/10/2023 et sa mise en service date d'avril 2024. Pour ce qui est de la plateforme Cogelix, le rapport de vérification date du 13/09/2024. Il comportait une observation qui a été totalement levée le 30/09/2024. Concernant le reste de l'installation, le rapport de vérification électrique date du 05/02/2024. Quelques observations sont récurrentes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Bien que l'exploitation de la Wagabox soit assurée par une entreprise extérieure, dans la mesure où elle se trouve à l'intérieur du site autorisé, l'exploitant doit s'assurer de la réalisation des vérifications périodiques et du suivi des actions correctives à mettre en œuvre. Concernant les installations qu'il exploite directement, il est nécessaire d'assurer le suivi des actions à mettre en œuvre suite aux vérifications périodiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Dispositif de prévention des accidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatiques
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Chaque local technique ou partie des installations recensées selon les dispositions de l'article 71.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>[...]</p> <p>Il organise, à fréquence semestrielle au minimum, des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation ne dispose pas de système d'extinction automatique.</p> <p>L'installation est équipée de détection d'incendie.</p> <p>Hors Wagabox, des visites de maintenance préventive semestrielles sont réalisées par des prestataires différents pour la plateforme Cogelix et le bâtiment exploité directement par Onyx.</p> <p>Concernant la plateforme Cogelix, les rapports des 13/12/2023 et 09/07/2024 ont été consultés. Une observation est présente dans les deux rapports dans la rubrique « devoir de conseils » concernant la réalisation d'un plan de zone et sa mise en place à proximité de l'équipement de contrôle et de signalisation. Un récapitulatif des dispositifs de détection liste les équipements avec leur nombre mais sans détail.</p> <p>Pour le bâtiment, les rapports des visites des 08/03/2024 et 02/09/2024 ont été consultés. Il n'y a pas de remarques et le listing détaillé des détecteurs y figure.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le listing exhaustif des détecteurs présents sur le site avec leur fonctionnalité et les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps est à réaliser.</p> <p>Concernant la Wagabox, l'exploitant doit avoir à dispositions les compte-rendus des vérifications de maintenance et de test.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>